

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 2 MARS 1979 - N° 865

Commission paritaire N° 56 942. Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Succès de la manifestation des banques, des assurances et de la SFP

Plus de 10 000 employés des banques, des assurances et la SFP ont manifesté mercredi à Paris. Parmi les slogans scandés par les manifestants : «Vive la lutte des sidérurgistes» et «Paris - Longwy tous unis» revenaient souvent.

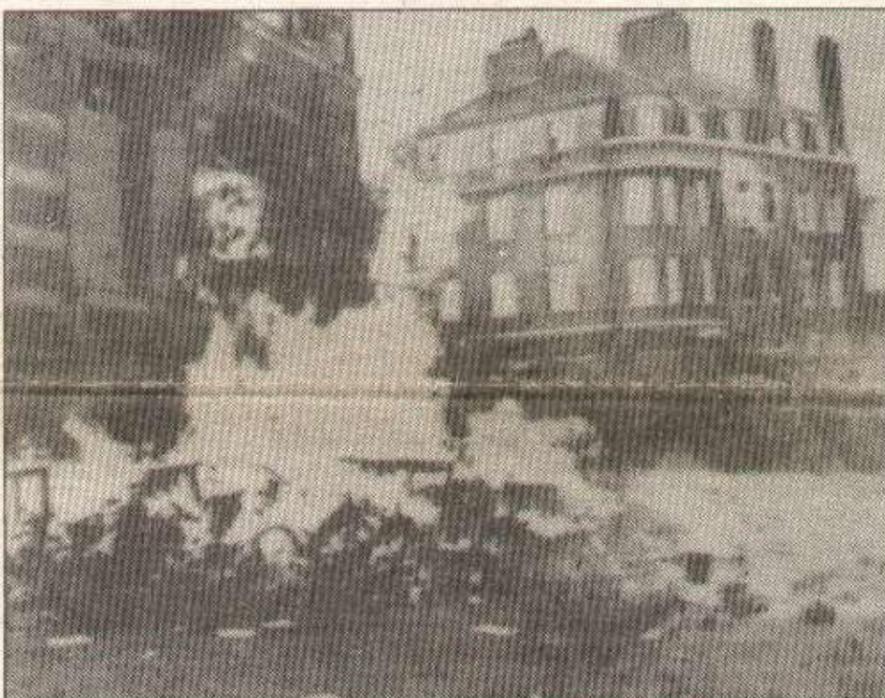
Lire en page 3

Nouvelles menaces d'intervention soviétique contre la Chine

Isolée à l'ONU où elle a été seule avec ses alliés à refuser une motion demandant le retrait simultané des troupes vietnamiennes du Kampuchéa et des troupes chinoises du Vietnam, l'URSS a renouvelé ses menaces d'intervention directe. Selon *Chine nouvelle*, des troupes vietnamiennes ont attaqué la province chinoise du Guangxi et ont été repoussées.

Dans le Nord comme à Longwy RESISTANCE POPULAIRE CONTRE LE CHOMAGE

- A Valenciennes, mise à sac de la chambre patronale. Les dossiers de l'Hôtel des impôts de Cambrai détruits
- A Homécourt, le directeur de Sacilor séquestré



Après celle de Longwy, la chambre patronale de Valenciennes saccagée.

- Les partis bourgeois s'inquiètent

La journée de mercredi des sidérurgistes de Denain a été bien remplie. A plusieurs centaines ils ont «nettoyé» la chambre patronale de Valenciennes et l'Hôtel des impôts de Cambrai, et s'en sont pris sans ménagement à des RG de service.

La bourgeoisie s'inquiète.

Le PCF a demandé la convocation en session extraordinaire de l'Assemblée nationale. Chirac vient de faire de même.

Lire en page 8

LE CTA DE TRAPPES EVACUÉ PAR LES CRS 5 centres de tri sur 7 en grève dans la région parisienne

Le centre de tri postal de Trappes dans les Yvelines est en grève depuis onze jours. La grève a débuté contre les brimades à l'encontre d'un postier du centre. Un cahier de revendications a été déposé réclamant l'augmentation des effectifs, l'amélioration des conditions de travail. Jusqu'ici la direction intransigente a refusé toute négociation. Par contre les flics sont intervenus pas moins de trois fois jusqu'à mercredi. A chaque évacuation les postiers ont réoccupé le centre de tri. Jeudi 1^{er} mars, très tôt le matin, les flics sont intervenus plus violemment que précédemment, matraquant les postiers. Depuis ils occupent le centre de tri. Les non-grévistes refusent de reprendre le travail avec les flics dans le dos.

Dés grèves se sont déclenchées dans les autres CTA en riposte à l'agression policière.



Mercredi, une délégation des postiers de Trappes en grève, défilait avec les employés de banque et la SFP.

Dans le Quotidien du Peuple du samedi 3 mars

Contraires au sein du peuple : Les révolutionnaires et l'Europe (suite)

Enquête :

Les méfaits du travail posté

ESPAGNE: la démocratie au pied du mur !

Un reportage de Frédéric FERRER

Classe ouvrière : à nouveau les luttes

« Si le Pacte de la Moncloa avait été appliqué, il n'y aurait pas aujourd'hui la déception qui existe dans certains secteurs ». L'homme qui s'exprime ainsi, c'est Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE. Mais, un an après l'accord de collaboration de classe dont il fut l'un des principaux artisans, il serait plus juste de préciser que les forces d'opposition

Le résultat, Rafa des Syndicats Unitaires de Madrid le résume ainsi : « Pendant un an, les normes salariales du fascisme ont été maintenues et 300 000 nouveaux chômeurs ont été jetés sur le pavé. De plus, la CEDE (1) en a profité pour s'organiser et nous comptons aujourd'hui avec la confédération patronale la plus dure d'Europe. Même les forces fascistes se sont regroupées et font aujourd'hui ce qu'elles n'auraient jamais osé faire il y a un an et demi ».

Le durcissement du patronat, un homme le symbolise à Bilbao. Luis Olarra, patron des patrons basques,

se présente aux élections sur la liste de Fraga. Face aux travailleurs du métal, il refuse d'augmenter les salaires de plus de 8 % en 1979, alors que le gouvernement autorise jusqu'à 14 %. Pour faire face à la combativité des ouvriers basques, il cherche à organiser une caisse de résistance patronale.

Le début de cette année correspond en effet à la renégociation des conventions collectives. Au niveau national, les patrons, plus arrogants que jamais, n'envisageaient pas de hausses supérieures à 10 % alors que l'indice officiel du coût de la vie accusait une aug-

mentation de 16 %, revendiquée par les syndicats. Devant l'échec des discussions, le gouvernement donnait son « arbitrage » en imposant une fourchette de 11 à 14 %. Dans cette période électorale, aucun syndicat ne s'est risqué à l'accepter. Officiellement, l'Espagne se trouve donc sans Pacte social.

Et cela se voit, comme les travailleurs espagnols font rarement la grève en restant chez eux ou dans l'usine, les défilés se succèdent dans les quartiers populaires : grève dans les assurances, dans les hôpitaux, dans l'enseignement privé qui scolarise la moitié des enfants, dans les transports publics, l'hôtellerie et aussi dans les importants secteurs de la construction, de la métallurgie et dans les mines des Asturies.

Toutefois, l'attitude des grandes centrales reste en réalité plus qu'ambiguë. L'UGT, liée au parti socialiste, appelle ouvertement à la modération « dans cette période électorale ». Les Commissions ouvrières, dirigées par le PCE, tentent plutôt de maintenir la mobilisation dans certaines limites. Partout, comme aux hauts fourneaux de Biscaye occupés, elles se refusent à organiser des manifestations dans les rues, à organiser des grèves et des actions interprofessionnelles, tradition de lutte pourtant bien établie en Espagne, en prétextant du « décret-loi sur l'insécurité des citoyens » dont le gouvernement vient de se doter et

dont il use largement contre la classe ouvrière.

Pendant tout le mois de janvier, les quartiers populaires de Madrid ont été le théâtre de manifestations de travailleurs du métal, violemment réprimées par la police qui prétendait dissoudre les « piquets » visés par le décret-loi. On a dénombré quelque 200 interpellations avec garde à vue et plusieurs amendes.

Pourtant, l'intransigeance du patronat et de l'Etat, pas plus que la politique du « consensus » des for-

ces de gauche, n'arrivent à éliminer le syndicalisme de classe qui a plutôt tendance à se renforcer, comme on le voit à Michelin-Vitoria, ou à Renault-Valladolid, où se déroulent des conflits extrêmement durs. Un exemple des plus significatifs est aussi celui des conventions collectives de Navarre, où dominent les Syndicats Unitaires. Dans cette province, l'une des plus industrielles avec les usines automobiles de la SEAT et les mines de potasse, les débrayages et les manifestations devant les sièges patronaux ont été multipliés. Le 31 janvier, grève générale, une manifestation jamais vue de 50 000 personnes se déroulait dans Pampelune et dès le lendemain, les conventions étaient signées sur la base des 16 % d'augmentation.



Et les fascistes ?

Dans un pays à peine sorti de la dictature, la question de l'influence des partis fascistes n'est pas dénuée d'intérêt. Capables de rassembler quelque 150 000 personnes contre la constitution, des partis comme « Falange Authentique », « Communion traditionnelle » et surtout « Fuerza Nueva » ne parviennent pas, malgré un relatif regain, à jouer un rôle significatif dans la campagne. La coalition qu'ils forment sous l'étiquette « Union nationale » n'est pas assurée d'atteindre les 2 % d'après les sondages. De même pour la « coalition démocratique » animée par Manuel Fraga et José Marie de Areilza réduite à s'exprimer devant des salles clairsemées et qui n'arrivera pas, semble-t-il, à retrouver même la petite place qu'Alliance populaire avait conquise au parlement.

Si l'extrême-droite parvient à s'exprimer aujourd'hui, c'est surtout à travers les interventions musclées et impunies de ses militants dans les facultés (Amnistie pour les « patriotes » inculpés après l'assassinat d'Atocha) ou, plus sérieusement, par le biais de leur influence dans l'armée et la police.

Interview de Manuel GUEDAN

responsable de l'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs)

La compétition est très serrée entre l'UCD et le PSOE. C'est lui qui devrait remporter le plus grand nombre de voix mais, pour le nombre de sièges, l'UCD pourrait le devancer d'une courte tête. Ainsi, la gauche et la droite se trouveraient à peu près à égalité, tandis que le courant « abertzale » (patriotique) se renforcerait. Cette situation d'équilibre précaire peut permettre à l'extrême-gauche, et notamment à l'ORT et au PTE de jouer un rôle important, dépassant leur zone d'influence.

► — Quel est l'enjeu, selon vous, des élections du 1^{er} mars ?

M.G. : Il s'agit de changer de parlement, de gouvernement ; l'enjeu, c'est que nous, les communistes, nous arrivions à entrer au Parlement. Si nous parvenons, et si le PSOE arrive au gouvernement, notre présence peut imposer une véritable politique de gauche conforme aux intérêts populaires. Il faut empêcher le Parti socialiste de prendre le chemin de la social-démocratie classique, ce qu'il a fait depuis un an, et il faut s'appuyer sur son aile gauche.

► — Pensez-vous qu'une majorité de gauche, incluant le PCE, le PSOE et vous soit possible ?

UN ACCORD POSSIBLE AVEC LE PSOE

M.G. : Nous le souhaiterions, mais c'est peu probable. On ne peut écarter l'hypothèse d'une victoire de l'UCD, ni du PSOE, car la compétition est serrée. Si le PSOE l'emportait, cela voudrait dire le désaveu par de très

larges masses de la politique de Suarez.

► — Envisagez-vous un accord avec le PSOE ?

M.G. : Un appui est possible s'il se fait sur des bases politiques précises. Les points minima seraient la recherche de solutions efficaces contre le chômage, la réduction du pouvoir des monopoles et notamment de la banque privée, sans que cela signifie des nationalisations, la lutte contre le terrorisme et le développement, dans un sens progressiste de la Constitution ; ceci implique la promulgation de Statuts d'autonomie qui recueillent les droits des nationalités.

Il y a un mois environ, une rencontre a eu lieu entre notre secrétaire général Jose Sanroma et le dirigeant du Parti socialiste, Felipe Gonzalez ; un accord est envisageable sur les bases que j'ai mentionnées.

LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

► — Sur quels thèmes avez-vous fait campagne ?

M.G. : Le premier point, c'est la consolidation de la démocratie, le développement progressiste de la Constitution. Il faut faire une réforme démocratique de l'appareil d'Etat. Cela suppose en particulier l'épuration de l'armée et de la police de tous les éléments fascistes qui s'y trouvent. Par là, nous entendons qu'il faut chasser tous ceux qui, depuis le 15 juin dernier complotent et se livrent à des pratiques fascistes ; sinon, il faudrait éliminer tout le monde. Il faut des statuts d'autonomie pour toutes les régions et nationalités. Il y a bien d'autres aspects encore à réformer, comme le divorce, ou le fonctionnement du Parlement.

LA LUTTE POUR L'EMPLOI

► — Quelles propositions faites-vous par rapport à la crise économique ?

M.G. : Nous proposons un plan de réactivation de l'économie grâce à des investissements de l'ordre de 115 000 millions de pesetas, qui permettrait la création de 350 000 emplois par an. C'est urgent par rapport aux jeunes, aux paysans dont le départ de la terre s'accélère. Il faut que l'âge de la retraite soit avancé, que l'on passe à la semaine de 40 heures. Il faudrait que les investissements s'effectuent surtout dans la construction de logements, la santé, l'éducation et les transports. A l'heure actuelle, les entreprises

paient des cotisations à la Sécurité sociale en fonction de leurs nombre de travailleurs : ça les incite à licencier. Il faut que les cotisations soient fixées en fonction du capital. Des prêts doivent être concédés aux entreprises qui créent des emplois. Il y a beaucoup de mesures à prendre pour la campagne, en premier lieu exproprier les terres qui sont laissées en friche et qui sont réservées aux caciques (notables locaux) pour la chasse.

L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

► — Avez-vous abordé les questions de politique étrangère au cours de la campagne ? Il en a été peu question.

M.G. : Nous avons affirmé la nécessité de l'indépendance et de la souveraineté contre l'hégémonie des deux superpuissances. Nous sommes pour le rapprochement avec l'Europe, pour l'unité entre l'Espagne et les pays du Tiers Monde. Nous voulons une réelle politique de défense nationale. Nous nous opposons à l'intégration dans l'OTAN et, à la différence du PC et du PSOE, nous sommes hostiles au renouvellement des traités avec les USA. Nous pensons qu'une réelle politique de défense passe par un rapprochement entre l'armée et le peuple.

NON AU CONSENSUS PROPOSÉ PAR LE PC

► — Cette période électorale a sans doute été l'occasion d'une lutte contre les positions du PC ?

M.G. : Nous avons fait porter nos critiques en premier sur le Pacte social de la Moncloa dont les travailleurs ont fait les frais, et plus généralement, sur la soumission du PC à l'égard de la droite. Rámon Tamámes, économiste du PC a, dans un meeting de plus de 20 000 personnes accusé l'ORT d'être payée par l'ambassade des Etats-Unis. Quant au PSOE, il a suggéré de voter pour le PC à ceux qui ne voulaient pas voter pour lui. En fait les grands partis de droite et de gauche ont été gênés parce que nous sommes intervenus avec beaucoup de force dans cette campagne, nous avons gagné une bataille qui nous a permis de passer à la télévision.

► — Comment appréciez-vous vos chances d'avoir des députés ?

M.G. : Nous avons des possibilités sérieuses à Madrid où nous avions fait 3,5 % des voix, et en Navarre où nous avions eu 11 % des votes. Mais nous avons aussi nos chances en Estrémadure à Badajoz, à Mércie et à Huelva.

SFP, Assurances, Banques 10 000 ENTRE TRINITE ET PALAIS ROYAL

Mercredi matin, 11 heures, sur la place, Dominée par l'Eglise de la Trinité, les cortèges commencent à affluer par la rue Saint-Lazare, la rue de la Chaussée d'Antin. Parmi les premiers sur la place, les grévistes du GAN (Assurances) de la rue Paradis, bientôt rejoints par les autres centres du groupe. Il y a là aussi les grévistes de Sonolor - La Courneuve. Bientôt, la place est pleine. Ici, ceux de la SFP et des autres sociétés de l'ex-ORTF, brandissent des pellicules liées sur des bâtons, frappent des boîtes de films. Partout, on diffuse des tracts : «GAN, Solidarité», la mise au point de l'Intersyndicale de la télé à propos de la non-diffusion de Holocauste mardi soir, le tract du «centre de comptabilité-devises, de la BNP - Bergère, en grève à 85 %...». Une ambiance animée, où l'on va de groupe en groupe, où l'on soutient financièrement telle ou telle boîte occupée, où l'on achète les auto-collants de la

SFP. Une manifestation regroupant la SFP, les Assurances et les banques, tout le monde en est plutôt content !

«PARIS - LONGWY TOUS UNIS NOUS VAINCRONS»

11 h 30 : La manifestation s'ébranle, en direction de l'Opéra. En tête, ceux de l'ex-ORTF, nombreux avec de multiples banderoles rappelant leurs différentes corporations en lutte, leurs mots d'ordre... Très remarqué, leur bus sono multicolore, lançant bientôt le slogan : «Paris-Longwy tous unis nous vaincront». A mi-parcours, un des gars de la SFP revenant de Longwy apportera le soutien des sidérurgistes à la manifestation parisienne... Derrière la SFP, un petit cortège de l'imprimerie de Chaix : «Nous sommes les plus anciens en lutte sur la région parisienne...». Puis les banques, que beaucoup espéraient plus nombreux. Et enfin, formant le

cortège le plus important, les Assurances, derrière les banderoles du GAN, de la Préservatrice, de la Via, de Winterthur... «L'assurance peut payer !... «Tout est à nous, rien n'est à eux», «40 heures par semaine, c'est beaucoup trop, 35 heures par semaine, c'est ce qu'il nous faut», sur des airs populaires. Et encore «Non à la répression» d'autant qu'agressions de nervis et de cadres, jugements d'expulsion par les tribunaux, comme au GAN, se multiplient.

«SI C'EST POUR LUTTER POUR DE BON ALORS, D'ACCORD»

Vers une heure, quand la tête de la manifestation arrive à Palais Royal, la fin est toujours du côté de l'Opéra ! On est à deux pas de la rue de Valois, siège du ministère de l'Information et de la Communication. Les flics sont là, un peu partout, dans les rues adjacentes. Au fil des interventions à la sonde des différents secteurs présents, la manifestation se

disloque, un peu à regret. Beaucoup sont partagés, comme ce gréviste de FR 3, revenant de Longwy, et qui ne peut s'empêcher de faire la comparaison. Il est content de ce rassemblement de 3 secteurs en lutte sur Paris, mais il ajoute : «Il faudra passer un cran supérieur pour y arriver...» Même opinion chez des grévistes du GAN, menacés d'expulsion. Le sentiment d'une mobilisation importante dans les Assurances, prouvée par la multiplication des grèves offensives et le dynamisme des deux manifestations précédentes, et de l'autre côté, pas de réelle coordination ou d'initiative de nature à faire céder l'Etat...

Pourtant, malgré bien des incertitudes, l'énergie, la volonté de trouver des idées, des initiatives efficaces, ne se démentent pas. Combien de fois avons-nous entendu, au GAN ou ailleurs : «Si c'est pour lutter pour de bon, alors, d'accord !»

Monique CHERAN

Les flics empêchent les stagiaires Barre d'occuper la direction de la main-d'œuvre à Paris

Les stagiaires Barre se retrouvaient mercredi devant la Direction départementale de la main-d'œuvre, rue de la Jussienne à Paris. La préfecture

Devant l'immeuble, les stagiaires hésitent, faut-il occuper l'immeuble de la DTMO ? Le mégaphone circule : chacun donne son point de vue. Un inspecteur du quartier propose complaisamment qu'une délégation soit reçue par la directrice de la main-d'œuvre. Cette proposition est rejetée dans un premier temps. La majorité des participants décident alors d'occuper l'immeuble. Les flics sortent précipitamment de leurs cars pour en barrer l'entrée ainsi que celle, mitoyenne, de l'ANPE du quartier. La possibilité de faire recevoir une délégation est à nouveau évoquée. Finalement, une dizaine de jeunes stagiaires se décident. Un quart d'heure plus tard, ils ressortent terriblement déçus. «Vous aviez raison» dit l'une des participantes à la délégation. «Ils se foutent de notre gueule. Ils ont juste proposé de régler individuellement quelques cas de stagiaires non payés ; pour le reste ils ont dit qu'ils feraient parvenir nos revendications au ministère du Travail».

Révoltés par le mépris dans lequel ils étaient tenus, les stagiaires, encore présents, décidaient alors de se rendre devant un autre immeuble abritant également des services de la DTMO, rue de Montmar-

tre, non loin de là. Porte close : «Ils ont été prévenus». La dispersion est alors décidée.

En se rendant au métro un débat s'engage pour tirer le bilan de la journée. Les uns disent : «C'est un échec total». D'autres font remarquer à juste titre qu'il ne faut pas sous-estimer cette mobilisation qui avait au moins le mérite d'exister. Il n'y a en effet pas tant de luttes de jeunes contre le chômage que l'on puisse se permettre de considérer celle-ci avec mépris. Par ailleurs, «il y avait beaucoup de têtes nouvelles, de jeunes qui étaient venus de stages que l'on ne connaissait pas», soulignait un des animateurs de la coordination. Enfin, et c'est important, une partie des jeunes présents ont fait l'expérience par eux-mêmes, que les délégations sans rapport de force derrière ne rapportent généralement rien. En tout état de cause, les stagiaires Barre sont décidés à tirer le bilan de cette action dès samedi dans une réunion qui se tiendra à 15 heures à Jussieu et mardi prochain à l'UL-CFDT du XIII^e arrondissement. Dans ces réunions la coordination des stagiaires Barre envisagera d'autres actions.

F.M.

pour sa part avait répondu à l'appel à sa manière, en envoyant sur place deux cars de flics et plusieurs «civils».



Les flics s'opposent à l'occupation de la DTMO mercredi.

Grève résolue à la SIF de Chalon/Saône

La SIF est une petite entreprise de 90 personnes, spécialisée dans les circuits imprimés et l'emboutissage. Depuis le 13 février, les ouvrières et ouvriers sont en grève pour la première fois, après la création d'une section syndicale CFDT. La plupart des salaires sont à ras du SMIC dans cette boîte où les femmes sont en majorité.

Depuis mardi 13, l'usine est occupée nuit et jour pour empêcher toute sortie de matériel ; car jeudi dernier, le patron avait fait rendre une ordonnance sur la «liberté du travail et de la circulation» dans la boîte ; fort de ce soutien de la justice, il avait réussi à

amener les non-grévistes (surtout la maîtrise, mais aussi des ouvriers intérimaires et sous contrat) pour forcer les portes. Après avoir chargé de l'outillage (loué à la SIF) et des produits finis, le camion fut empêché de repartir par les travailleurs,

Nouvelles de la Loire Nouvelle charrette de licenciements

Dans la Loire déjà durement touchée, de nouveaux mauvais coups viennent d'être portés contre l'emploi : 34 licenciements viennent d'être autorisés par la direction départementale du travail chez Peugeot-Loire (filiale Peugeot-Creusot Loire). Un plan de la direction prévoyant la réduction des effectifs de 426 à 365 d'ici septembre 1979 a été rendu public. Dans le même temps, le tribunal de Commerce de Saint-Etienne a nommé le GERP (Groupe d'Experts Comptables de la Région Parisienne) responsable des établissements SOCOBER-SEFAMEC et de leur règlement judiciaire. C'est le dernier acte d'une liquidation entamée depuis plusieurs mois et qui touche 187 anciens mineurs reconvertis en 1971, aujourd'hui à nouveau licenciés. Des menaces, par ailleurs, se font jour chez Richier-Ford (le même groupe qui licencie à Lyon et dans les Ardennes) à l'Horme près de Rive de Gier. Le groupe US Ford fait du chantage, exigeant de nouveaux crédits pour maintenir son unité de production où déjà 120 licenciements (sur 600 travailleurs) sont intervenus. Même situation chez BSN (Rive de Gier) où un désengagement de la société-mère peut aboutir dans peu de temps à une nouvelle vague de licenciements.

CREUSOT-LOIRE (SAINT-CHAMOND) CONDAMNÉ :

En mai-juin 1975, un mouvement gréviste chez Creusot-Loire (Saint-Chamond) se terminait sur un protocole d'accord prévoyant le paiement des heures travaillées entre deux débrayages. La direction prétextant le «trouble de la production» refusait de payer en fait. La conclusion de l'affaire vient de tourner à la confusion de Creusot-Loire, condamné par le Conseil des Prud'hommes de Saint-Chamond pour un lock-out qui n'osait pas dire son nom. L'accusation de «débrayages illégaux» contre huit délégués syndicaux CGT - CFDT a été refusée et Creusot-Loire condamné à ses dépens. C'est un nouveau succès sur le terrain juridique qui vient à point après le non-lieu rendu le 9 février au profit des 8 autres délégués de Marrel-Creusot-Loire (Chateauneuf) contre le groupe du baron Empain.

PAPETERIES NAVARRE (Roanne) : négocié de gré ou de force !

Après la puissante mobilisation du 20 février 1979, la tension monte à Roanne. Les ouvriers des Papeteries Navarre, auxquels 115 nouveaux licenciements et le chômage partiel pour 50 travailleurs ont été annoncés, ont réagi avec force. Débrayant à 100 % (660 ouvriers et ETDA) ils ont «retenu» de 9 heures à 20 heures, vendredi 23 février 1979, le directeur et le chef de production des «Papettes». Les travailleurs et leurs syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, pour une fois unis, ont voulu ainsi imposer la négociation que la direction a refusée jusque là. Sans attendre le jugement de l'inspecteur du Travail (qui doit se prononcer le 5 mars), les syndicats voulaient arracher des assurances. Mais la direction n'a rien voulu lâcher, si ce n'est une suspension du chômage partiel jusqu'au 5 mars... en échange d'une «trêve sociale», inadmissible ! N'obtenant rien, les délégués ont décidé de laisser repartir la direction en fin de compte et ont appelé les travailleurs des équipes où le chômage partiel est prévu à se présenter à leur poste et exiger du travail. Déçus, des travailleurs se demandaient pourquoi avoir cessé de «retenir» cette direction qui ne veut rien entendre et pourquoi aussi certains délégués se déclaraient «prêts à négocier des mutations» ou pire encore «à discuter sur les salaires», sans que le problème de l'emploi aux «Papettes», déjà plusieurs fois touchées depuis la grave réduction de postes de 1970, n'avance...

dont l'un se coucha devant les roues ; des métallos de la SAVA et de Véntec, usines voisines, vinrent leur prêter main-forte.

Forts de cette solidarité, les travailleurs ont bon espoir d'arracher les revendications : application des salaires minimum de la métallurgie, salaire mini 2 300 F, augmentations trimestrielles en 1979 garantissant l'évolution du pouvoir d'achat, amélioration des conditions de travail ; et ce, malgré les manœuvres : les patrons de trois

usines ont écrit au préfet que, faute d'être fournies, leurs usines devraient mettre en chômage technique. Renseignements pris, il ne s'agit que d'une pression pour obliger les grévistes à accepter les miettes que propose la direction.

Les travailleurs participent très positivement à l'occupation, malgré les problèmes que cela leur pose. Avec la solidarité qui se développe autour de leur lutte, ceux de la SIF tiennent bon.

Corr. CHALON/SAONE

CHIRAC POUR UNE SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Mercredi soir le secrétariat de Jacques Chirac publiait un communiqué dans lequel le président du RPR suggère aux présidents des groupes de l'Assemblée et aux présidents et secrétaires généraux des mouvements et partis de s'associer à «une demande de convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire, aux fins de créer deux commissions d'enquête parlementaires. L'une porterait sur l'examen de la situation actuelle de l'emploi et le chômage; l'autre sur les conditions de l'information publique».

On peut donc s'attendre dans les prochaines semaines à une session extraordinaire puisque le RPR, le PC, le PS le demandent.

Dans un long entretien au journal *Le Monde* de ce jeudi, Chirac expose ses critiques face à la politique gouvernementale sur deux points : l'Europe et la politique économique et sociale plus précise du «parti de l'étranger» : Chirac y stigmatise «les partisans non repentis du vieux projet de fédération supranationale», c'est-à-dire les centristes qui «pensent que, par débordements et pressions d'un côté, concessions et glissements de l'autre, on parviendra finalement à leur but. Ils s'en sont expli-

qués dans je ne sais plus quel congrès».

Sur la politique économique et sociale du gouvernement, la démagogie est de mise. Chirac rappelle qu'il a écrit dans son dernier livre : «L'Etat restera-t-il passif devant les usines qui s'arrêteraient et devant cette réaction, qui serre le cœur, des ouvriers vainement accrochés à leur lieu de travail, désormais inutile ?» La bonne âme ! On croirait qu'il n'a jamais été Premier ministre. Ses solutions pour résoudre la

Le «ralliement» du RPR peut paraître surprenant. Dans la dernière période il s'en prend surtout à Barre. Et l'occasion est bonne de créer de nouvelles difficultés au Premier ministre. D'ailleurs dans l'interview qu'il donne au *Monde* de jeudi, Chirac indique par avance les limites qu'il n'entend pas dépasser.

La lutte des sidérurgistes n'est pas sans inquiéter la bourgeoisie. La promesse d'une session extraordinaire de l'Assemblée sur le chômage peut aussi être une tentative de dévoyer, de canaliser la colère qui s'exprime vers cette voie de garage. Et dans ce sens Marchais trouve là un renfort qu'il n'espérait peut-être pas.

crise restent les mêmes : l'intervention de l'Etat et la relance sélective des investissements.

On ne manquera sans doute pas, ici et là, de parler de «déclaration de guerre» au gouvernement, en insistant sur cette «petite phrase» : «Nous sommes carrément en désaccord avec la politique européenne du gouvernement, sans parler des questions économiques et sociales». Ramenons les choses à leurs justes proportions ; les limites de cette grogne

sont clairement indiquées : «Renverser le gouvernement, provoquer une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections législatives sitôt après les précédentes, serait de notre part une attitude d'irresponsabilité. Le pays vient de repousser le collectivisme et l'aventure. Ce résultat ne doit pas être remis en question dans une consultation surprise et dans des conditions qui ne permettraient pas au suffrage universel de se prononcer clairement».

LES PARTIS ET L'URSS

Les tensions créées par la situation internationale amènent à regarder de plus près comment les différentes forces de la bourgeoisie française se situent dans l'évolution actuelle. Les propos du ministre des Affaires étrangères François-Poncet lors de son récent voyage à Moscou, et plus encore les éloges distribués par Giscard à «la volonté de paix» de Brejnev donnent déjà une indication sur l'attitude de la bourgeoisie française face à l'agressivité du social-impérialisme. La bourgeoisie fran-

çaise n'est cependant pas homogène. Comment les différents courants — libéralisme giscardien, droite autoritaire, social-démocratie — se comportent-ils par rapport à la superpuissance soviétique ? C'est ce que nous allons voir en examinant précisément la position de chaque parti : UDF, RPR et PS. Le cas du PCF, en l'affaire, doit bien sûr être dissocié, dans la mesure où ses positions sont pour l'essentiel semblables à celles de l'URSS, dans le domaine de la politique étrangère.

1 - Le RPR : «Pas de croisade antisoviétique»

Le RPR fonde son existence essentielle sur des questions de politique intérieure : l'attitude à prendre envers l'union de la gauche avant mars '78, et aujourd'hui, les ambitions présidentielles de son leader Chirac. De fait, les questions de politique internationale ne sont qu'exceptionnellement évoquées au RPR. Aucun des 26 discours de Chirac regroupés dans le livre «discours pour la France», avant les élections, ne parlaient de politique étrangère.

C'est donc plus dans les faits que dans les discours

qu'il faut chercher l'attitude du RPR envers l'URSS. Une première constatation s'impose : pendant qu'il était Premier ministre de Giscard, de mai 1974 à août 1976, Chirac a fidèlement appliqué les grandes lignes de la politique présidentielle. En mars 1975, c'est Chirac qui est allé dire de vive voix à Brejnev que la France était d'accord pour la tenue d'une conférence paneuropéenne faisant suite à Helsinki. Déjà, le gouvernement français marchait à plein dans le thème de la détente, et Chirac était Premier ministre de ce gouvernement là.

Une fois passés à une certaine forme d'opposition, Chirac et le RPR ne se sont pas opposés pour autant à la politique extérieure giscardienne. Les grands choix de la pseudo «détente», ils les ont approuvés. Ainsi, quand le dissident soviétique Amalrik se voit refuser l'entrée de l'Elysée, Chirac approuve : l'audience d'un dissident avec Giscard aurait compromis la détente ! En la matière, on ne peut guère relever qu'un cas d'opposition entre Giscard et Chirac : contrairement à ce qui était prévu par les services français, Chirac a obtenu que Brejnev lui rende visite à l'Hôtel de Ville

lors de sa visite en France en juin 1977.

L'HERITAGE DEFORME DU GAULLISME

Cette approbation de la politique giscardienne, quand ce n'est pas de la surenchère, a des racines politiques. Dans son livre *La lueur de l'espérance*, Chirac insiste sur le fait que c'est de De Gaulle, dont il se réclame, qui a donné un coup de fouet au développement des relations franco-soviétiques. Dans un tout autre contexte, oublie de dire Chirac, qui ajoute cependant : «Notre position doit être également claire à l'égard de l'Union soviétique. Nous considérons celle-ci comme une alliée, jusqu'à preuve du contraire. Nous devons nous refuser à entrer dans toute forme de croisade antisoviétique. Son régime intérieur est son affaire, comme c'est notre affaire que de combattre le communisme en France». Ces lignes ont été écrites à la fin de 1978.

En matière de politique internationale, et dans le cas précis des rapports avec l'URSS, le RPR fait preuve d'une réelle homogénéité. Aux chiraquiens qui suivent leur chef, viennent s'ajouter ceux qui

prétendent continuer le gaullisme, barons ou autres. La politique étrangère de De Gaulle s'est mise en place au moment de la coexistence pacifique, et alors que l'impérialisme américain faisait figure de gendarme du monde. D'où un certain antiaméricanisme des gaullistes, lié à une volonté d'établir de bonnes relations avec l'URSS pour rééquilibrer la balance. C'était il y a 20 ans, avant la Tchecoslovaquie, l'Erythrée, le Cambodge, etc. Mais ces positions-là demeurent vivaces au sein du RPR. Debré en est la meilleure illustration : son hostilité à l'Europe repose pour une bonne part sur ces réalités d'un autre âge.

Il y a loin des discours aux faits. Le RPR se fait le tonitruant défenseur de l'indépendance nationale. Il clame bien haut, presque aussi haut que le PCF, son hostilité à l'Europe allemande, et à la domination américaine.

Mais il reste étrangement complaisant face au danger que constitue pour la paix l'agressivité et les visées du social-impérialisme.

N.D.

Radio - télévision

Poursuite de la grève à la SFP

Suspension du programme minimum

La grève se poursuit à la SFP. Le travail devrait reprendre sur les chaînes de télévision, si les assemblées générales de jeudi matin confirment le vote obtenu à l'arrachée par l'intersyndicale au cours de l'Assemblée générale inter-services qui s'est tenue mercredi après-midi.

Le programme minimum est suspendu. Un préavis de grève déposé chaque jour permet de le réimposer si les négociations en cours n'aboutissent pas.

Mercredi matin, les travailleurs de tous les services de l'ex-ORTF s'étaient retrouvés dans les rues de Paris pour clamer bien haut qu'ils refusaient toujours le plan de licenciement de Clermont-Tonnerre.

Dans l'après-midi, ils se retrouvaient à la Bourse du Travail de la rue du Château d'Eau à Paris. La grande salle de la verrière allait connaître une chaude atmosphère pour cette assemblée générale inter-services. D'emblée l'intersyndicale CGT-CFDT précisait que le mandat qu'elle avait reçu la veille de la part de l'AG, pour les négociations qui se sont tenues mardi après-midi et une partie de la nuit, «avait été respecté». Voilà qui déjà éveilla la méfiance chez de nombreux travailleurs, et ils n'ont pas manqué de montrer ensuite leurs inquiétudes quant aux résultats de ces «négociations». L'intersyndicale en faisait lecture : «...il a été décidé par la direction de l'entreprise de surseoir jusqu'au 9 mars prochain au dépôt de sa demande d'autorisation de licenciements entre les mains de l'administration...» Sursis qui pourrait être reporté selon l'état des négociations, qui portent sur «le volume de production, les activités nouvelles de la société, et la capacité de l'entreprise, dans toutes ses dimensions humaines, financières et techniques». Ces

négociations se fixent pour tâche essentielle de trouver comment transformer les licenciements en «reconversions, départs anticipés, reclassement dans les autres services...». De son côté, Lecat, ministre de la Culture et de la Communication s'engageait à examiner «à son niveau, les conditions de reclassement...».

De nombreux travailleurs n'ont pas manqué, pendant la lecture, d'exprimer leur désaccord avec les résultats obtenus. L'intersyndicale les présentait comme largement positif, marquant «un pas en arrière du gouvernement», et demandait aux travailleurs de suspendre le mouvement de grève jusqu'au 9 mars, date à laquelle elle pourrait reprendre selon l'état des négociations.

Plusieurs orateurs prirent alors la parole, pour dire que les reclassements et les reconversions, ils n'y croyaient pas, «que si l'intersyndicale reculait en même temps que le pouvoir, on pouvait aller loin...», et que Lecat exprimait toujours la plus grande fermeté. Ils exprimaient ainsi une réelle volonté de lutte, demandèrent à l'intersyndicale d'organiser des actions qui renforcent le mouvement.

Les diverses interventions ont aussi réaffirmé que les reconversions et reclassements ne pouvaient en aucun cas se faire sur le dos des «occasionnels» (hors statut), lesquels ont d'ailleurs demandé à être représentés au sein de l'intersyndicale.

L'intersyndicale réussissait néanmoins à éluder les débats réclamés, en faisant voter immédiatement, et sans tenir compte des motions ou résolutions déposées par des orateurs, «la poursuite de la grève à la SFP, dépôts de préavis dans les autres services, et grèves inter-services pour le 9 mars». Cette position était approuvée par la majorité de ceux qui sont restés.

● Quand la presse Hersant ne paraît pas, c'est *Le Matin* qui en profite le plus

Le 21 février, les ouvriers du Livre empêchaient la sortie des quatre quotidiens du groupe Hersant : *Le Figaro*, *France-Soir*, *L'Aurore* et *Paris-Turf*. Si l'on excepte *Paris-Turf*, journal spécialisé, cela fait, rien que sur Paris et la proche banlieue, 320 000 acheteurs qui étaient privés de leur journal favori. Comment se sont-ils répartis ? Plus des deux tiers n'ont pas acheté de journal ce jour-là. Les autres se sont répartis avant tout sur *La Parisien Libéré* (+ 44 000) et... *Le Matin* (+ 21 000). *Le Monde* n'a gagné que 16 000 lecteurs, et *L'Humanité* 4 000. En pourcentage, c'est *Le Matin* qui a le mieux profité de l'absence des titres Hersant : sa vente parisienne a augmenté de 70 % !

Une
enquête
du
Quotidien du Peuple

AU RYTHME DU TRAVAIL POSTÉ: LA VIE ÉCLATÉE



Le travail posté, particulièrement en continu ou en semi-continu (3x8, 4x8, ou plus rarement 5x8) a connu une extension foudroyante dans les principales branches d'industrie, depuis une vingtaine d'années.

Pour les patrons, le but est clair : les machines coûtant de plus en plus cher par rapport aux salaires, et devant être changées de plus en plus souvent, la concurrence aiguillant le progrès technique, il s'agit de les rentabiliser au maximum, d'extorquer le maximum possible de plus-value, en les faisant tourner 24 heures sur 24.

Plus précisément, ces dernières années, avec le développement de la crise, il s'est agi pour les patrons de produire

autant ou plus qu'avant, tout en limitant les investissements et surtout avec le moins de personnel. Et l'introduction du travail posté s'est accompagné, dans de nombreuses entreprises, de restructurations et d'une réorganisation du travail se traduisant par des réductions d'effectifs, des déqualifications, et une intensification du travail.

Mais contre cette forme de travail, qui brise la vie quotidienne des travailleurs et use leur santé, plusieurs luttes ont déjà été menées, démentant les justifications « techniques » des patrons et refusant le chantage au chômage. La CFDT prépare pour ce printemps une campagne d'actions, pour la cinquième équipe, avec une réduction des horaires.

Une enquête de Paul GAUVIN

Au mépris de rythmes quotidiens un danger pour la santé

Le « travail par équipes successives », ou travail posté, a des répercussions néfastes sur la santé des travailleurs qui y sont soumis. Ces conséquences directes ou indirectes, sont dues essentiellement au fait que ce type de travail ne respecte pas les rythmes biologiques et sociaux de l'homme.

L'activité des différents organes humains est en effet réglée par un grand nombre de cycles quotidiens : ainsi, les organes du tube digestif sont « conçus » pour digérer à certaines heures, le système nerveux et le cerveau pour dormir pendant la nuit et, au contraire, être en état de vigilance pendant la journée. Et ces rythmes ne se modifient pas facilement, même si certaines personnes supportent mieux ces changements que d'autres.

Quant aux rythmes sociaux, ils ne dépendent pas non plus, pour la plupart, de la volonté de l'individu ; ainsi, par exemple, pour un ouvrier père de famille il faut concilier les heures de repas en famille, les heures d'ouverture des magasins, les heures de l'école pour les enfants, les horaires de travail de la femme, les horaires des activités de loisir...

LE SOMMEIL PERTURBÉ

Les conséquences de la perturbation de ces différents rythmes commencent à être connues grâce à un certain nombre d'enquêtes auprès de travailleurs postés, réalisées par des médecins ou des sections syndicales. Une des plus évidentes est la perturbation du sommeil. Les travailleurs qui travaillent la nuit ont du mal à « récupérer » pendant la journée. Alors qu'il faut en moyenne 7 h 30 de sommeil, les travailleurs de nuit dorment rarement plus de 6 heures pendant la journée. De plus, ce sommeil est de médiocre quali-

té : c'est le sommeil dit « paradoxal », pendant lequel on rêve, le plus réparateur, qui est le plus écourté dans le sommeil de jour.

Pour tenter de compenser ces difficultés du sommeil, certains travailleurs font en plus la sieste l'après-midi. Mais ce sommeil de mauvaise qualité réduit encore le « temps libre » dont sont censés disposer les travailleurs postés. D'autres encore prennent des somnifères. Il est bien évident que la possibilité de se reposer dépend pour une part du confort : les cités ouvrières bruyantes, aux logements trop petits et mal insonorisés, qui sont le lot de bien des familles ouvrières, aggravent les choses.

LES NUITS DANGEREUSES

Inversement, il est difficile de rester bien éveillé la nuit. Pendant la nuit, le cerveau se met à fonctionner comme au ralenti, le manque de sommeil aggrave les choses. Cela peut entraîner une baisse de la vigilance, des fautes par inattention ; les statistiques sur cette question sont peu nombreuses, mais il semble bien que les accidents du travail soient plus nombreux pendant le poste de nuit. A la longue, le travail posté peut causer des troubles nerveux ou psychologiques plus ou moins graves, allant de l'impression de fatigue perpétuelle, de l'irritabilité, des maux de tête jusqu'aux dépressions nerveuses graves.

TROUBLES DIGESTIFS

Assez fréquents sont les troubles digestifs. Ceux-ci peuvent être dus à la fois au décalage des horaires des repas, à une régime alimentaire mal équilibré (casse-croûtes), et à une trop grande tension nerveuse. Ils peuvent prendre la forme de difficultés à digérer, de lourdeur, de

brûlures d'estomac, mais aussi d'ulcère de l'estomac ou du duodénum. Il y a aussi des troubles intestinaux : douleurs, coliques, constipation ou diarrhée...

Indépendamment de ces conséquences pour la santé, mais pouvant les aggraver, il y a aussi les difficultés pour la vie sociale et familiale entraînées par le travail posté : difficulté à avoir une

véritable vie familiale, à mener une activité syndicale, politique, sportive ou culturelle.

Demain :
la suite de cette enquête

Le travail posté vous fatigue ?

Reduisez votre « activité extra-professionnelle ! »

La bourgeoisie connaît parfaitement les conséquences du travail posté sur la santé des travailleurs. Et ces conséquences la touchent au plus profond de ce qui lui tient lieu de cœur : le porte-monnaie.

En effet, les maladies engendrées par le travail posté sont responsables d'un certain absentéisme ; non pas que ce dernier soit particulièrement important parmi les « postés », mais il est cependant suffisant pour gêner l'organisation du travail et le rendement quand les effectifs sont calculés au plus juste ; et d'autre part, elles entraînent des dépenses en frais médicaux, pharmaceutiques...

Croyez-vous que cela pousse les patrons ou le gouvernement à réduire le travail posté là où ce n'est pas nécessaire ?

Pas du tout, les mesures prises dans ce sens sont parfaitement dérisoires. Connaissant la diversité de la capacité d'adaptation des individus au travail posté, elle a recours à la sélection médicale. C'est le médecin du Travail qui est mis à contribution dans cette gestion de la main-d'œuvre. Il doit maintenant exercer une surveillance médicale spéciale sur les travailleurs postés, tout comme sur ceux qui sont exposés à de dangereux produits toxiques.

UN INTERROGATOIRE MINUTIEUX

Ainsi, selon une instruction du ministère du Travail datant d'août 1977, lors de la visite d'embauche, le médecin du Travail doit interroger l'ouvrier, non seulement sur les maladies qu'il a déjà eues, notamment digestives, nerveuses, hormonales, mais aussi :

- sur son « équilibre psychique »
- sur les médicaments qu'il prend (calmants, somnifères)
- sur ses « conditions de vie familiale et de logement »
- sur le temps et le moyen de transport domicile-lieu de travail
- sur ses « activités extra-professionnelles »
- et sur sa « motivation personnelle pour cette forme de travail ».

Bien sûr, ceux qui ne rentreront pas dans les normes exigées, ceux qui estiment qu'ils ne vivent pas seulement pour s'user dans les bagnes capitalistes, ceux qui ne sont pas « motivés » pour travailler en 3x8 ou en 4x8, sont libres d'aller chercher du travail ailleurs.

ET SURTOUT, NE PENSEZ QU'À PRODUIRE !

Mais le rôle attribué par cette instruction ministérielle au médecin du Travail ne s'arrête pas là : « Le médecin se doit de donner au travailleur les informations et conseils propres à favoriser son adaptation ; nécessité d'un sommeil quotidien suffisamment long... hygiène et comportement alimentaire adaptés... »

Plus encore : le médecin du Travail devra recommander à l'ouvrier de réduire ses « activités extra-professionnelles trop importantes ». Autrement dit : la société capitaliste ne se contente pas d'imposer des conditions de vie et de travail tout à fait anormales ; en plus, elle s'arroge le droit de « déconseiller » une activité sportive, culturelle, militante... Vous devez rester des producteurs en bon état de marche, ne pensez à rien d'autres !

Succès du meeting de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen

C'est un public nombreux, attentif et militant qui a participé mercredi soir au meeting de soutien à la lutte du peuple érythréen à la Mutualité. Un camarade a d'abord donné lecture de l'intervention unitaire des organisations qui étaient à l'initiative de ce meeting (PCR ml, PCML, CEDETIM, OCT, etc.). Il a notamment souligné la nécessité pour les antiimpérialistes aujourd'hui de soutenir, contre l'agression de l'URSS, la lutte de libération du peuple érythréen qui, depuis dix-neuf ans tient tête aux superpuissances, ayant déjà affronté l'impérialisme U.S. Dans une intervention riche et vivante, Jean-Louis Peninou, journaliste à *Libération*, qui a fait plusieurs voyages dans les zones libérées, a rappelé les grandes lignes de la question érythréenne et a su donner un témoignage concret de l'action et de la mise en œuvre de la ligne du FPLE telles qu'il a pu les observer. Après la lecture des messages de nombreuses organisations antiimpérialistes, Nafi Kurdi, représentant en France du FPLE, a dénoncé la collusion des impérialismes occidentaux avec l'agression soviétique et a réaffirmé la volonté de son peuple de ne pas céder au chantage des grandes puissances, quelles qu'elles soient. Il a donné des informations récentes et précises sur les combats qui se déroulent actuellement et a fait le point sur la question de l'unité entre les deux Fronts FPLE et FLE. Nous publierons dans notre prochain numéro des extraits des différentes interventions.

Pas de nouveau Camp David dans l'immédiat

Alors que Carter avait demandé à Begin de se rendre à Camp David pour y rencontrer le Premier ministre égyptien Khalil afin de relancer les négociations, le dirigeant sioniste a finalement rejeté cette invitation. Begin devait toutefois accepter de se rendre aux USA à Washington, mais pour rencontrer Carter «dans le cadre des relations bilatérales entre les Etats-Unis et l'URSS». Begin a déclaré que les conversations qui se déroulent au niveau ministériel ne marquaient «aucun progrès» et que, dans cette mesure, il n'envisageait pas de participer à un sommet.

Par ailleurs, à la suite de la coupure du pétrole iranien, le gouvernement israélien a augmenté les produits pétroliers de 30 à 40 %. Il prévoit un plan d'économie d'énergie très sévère (arrêt du trafic automobile une journée par semaine, limitation de l'éclairage).

Conflit entre Nord et Sud-Yémen : inquiétude en Arabie Saoudite

La brusque escalade du conflit entre le Nord-Yémen et le Sud-Yémen a créé une grande inquiétude dans les milieux dirigeants d'Arabie Saoudite. La déstabilisation du Nord-Yémen peut avoir d'autant plus d'influence sur l'Arabie Saoudite qu'environ un million de travailleurs du Nord-Yémen se trouvent dans ce pays. Le conflit aurait amené le prince Fahd à reporter sa visite aux USA cette semaine. L'Arabie Saoudite a lancé un appel solennel à la réconciliation entre les deux pays. Dans un communiqué, le gouvernement saoudien déclare : «Le gouvernement saoudien considère que les événements dans cette région portent atteinte à sa propre sécurité et à sa stabilité». L'Arabie Saoudite avait rappelé mercredi tous les officiers et soldats permissionnaires en raison de la situation. Tout cela remet à l'ordre du jour les propositions de Schlesinger, faites lundi, et portant sur une présence militaire américaine dans les pays pétroliers du Golfe. Selon le *New-York Times*, l'Arabie Saoudite aurait rejeté ces projets de renforcement des liens militaires et d'installation d'une base américaine, estimant que de telles mesures accentueraient son isolement dans le monde arabe. Evoquant cette affaire dans une conférence de presse, Carter a nié qu'une telle proposition ait jamais été faite. En effet, les déclarations sur la nécessité d'une présence militaire US dans le Golfe avaient été faites par les ministres Brown et Schlesinger, sans que Carter les reprenne à son compte officiellement.

L'URSS, FOYER DE GUERRE EN ASIE (2)

Le coup fulgurant de 1978

En signant coup sur coup deux traités de coopération avec des pays asiatiques, le Vietnam et l'Afghanistan, en novembre 1978, en soutenant l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa démocratique, l'URSS a d'un seul coup avancé considérablement dans son projet de s'installer solidement en Asie.

Les moyens mis en œuvre par l'URSS à cette occasion sont largement supérieurs à ceux qu'elle a déployés tout au long de la guerre de libération des peuples indochinois. Le développement de la lutte de libération au Vietnam au tout début des années 60 prit à contre-pied toutes les prétentions soviétiques à régler directement l'ensemble des affaires mondiales entre Russes et Américains, y compris en menaçant d'étouffer toute guerre locale sous prétexte qu'elle menaçait de conduire à une guerre mondiale. Bien qu'à partir de 1966 l'URSS devint le principal fournisseur d'armement au Nord-Vietnam, ce n'est qu'à cette date que l'URSS commença à livrer des missiles sol air. L'effort consenti par l'URSS resta toujours limité : de 1950 à 1976 l'ensemble des pays d'Extrême-Orient n'a reçu que 28 % des fournitures d'armes soviétiques à l'étranger pour un montant total à peine supérieur à celles fournies par les USA, au Sud-Vietnam alors que le Moyen-Orient, où les fournitures débutèrent en 1955, en reçut 44,5 %. Encore faut-il voir que ce matériel lui-même ne fut jamais aussi moderne que celui qui équipait l'armée égyptienne ou celui que l'Inde put mettre en œuvre contre le Pakistan en 1971.

L'URSS ET LA LIBERATION DE L'INDOCHINE

Lorsque la lutte de libération nationale se développa au Cambodge, les Soviétiques lui manifestèrent une hostilité ouverte : jusqu'au bout, ils refusèrent de reconnaître le GRUNK qui organisait la lutte de libération, et ils maintinrent jusqu'après la fuite de Lon Nol leur ambassade à Phnom Penh. Lorsque le régime de Lon Nol sembla perdu, en 1974, ils tentèrent de mettre sur pied une «troisième force» dont ils espéraient qu'elle pourrait se substituer au GRUNK. Si ces tentatives ont échoué, elles n'en sont pas moins révélatrices, avec la politique conduite à

l'égard de l'ensemble de l'Indochine que le souci de l'URSS, si elle souhaitait la défaite US dès lors que celle-ci semblait possible, n'était pas tant de voir s'installer des pays indépendants, mais de pouvoir, à l'aide de positions acquises, tirer profit du recul US imposé par les peuples indochinois.

CAM-RANH : BASE STRATEGIQUE

L'Indochine occupe une position tout à fait privilégiée en Asie : située au cœur de l'Asie du Sud-Est, elle permet de contrôler les grandes voies d'approvisionnement du Japon. Au Vietnam même le port de Cam-Ranh, l'une des plus belles baies en eau profonde du monde, dont l'URSS peut utiliser largement les facilités, permettra de faire gagner à ses flottes des milliers de kilomètres en disposant d'un important point de mouillage permanent, qui est, de plus, situé dans des eaux toujours libres alors que les ports de l'Extrême-Orient soviétique, y compris Vladivostok, sont pris par les glaces au moins deux mois par an.

En encourageant les ambitions vietnamiennes sur le Cambodge et le Laos, l'URSS s'assure ainsi un solide point d'appui à la fois pour renforcer ses positions maritimes et pour s'ancrer solidement dans le Sud de l'Asie, exerçant une pression directe sur tous les pays du Sud-Est asiatique. Ce déploiement de la puissance soviétique se combine avec le renforcement des positions soviétiques sur les îles japonaises du Nord, occupées depuis 1945. Au mépris d'un communiqué signé entre l'URSS et le Japon par lequel Moscou s'engageait à restituer 2 des 4 îles occupées, l'URSS considère désormais que ces îles sont à elle en invoquant, en guise d'argument juridique, que Gromyko a remis en 1960 un mémorandum à ce sujet. En août 1978, l'URSS a effectué des manœuvres particulièrement spectaculaires sur ces îles, au terme desquelles elle a installé de manière définitive une puissante base militaire sur l'île de Etorofu, ce qui lui donnerait un accès beaucoup plus direct à l'océan Pacifique. La signature du traité avec l'Afghanistan, l'appui apporté au Vietnam, le renforcement du dispositif militaire en Extrême-Orient sont la marque d'une véritable entreprise d'encerclement de l'Asie pour s'y assurer une position prépondérante.

URSS-VIETNAM : COMME CUBA

L'appui apporté au Vietnam joue un rôle essentiel dans cette perspective. Son adhésion au COMECON, puis la signature d'un traité dit d'amitié et de coopération ont placé le Vietnam dans une situation à l'égard de l'URSS, fort proche de celle de Cuba. Le traité soviéto-vietnamien est très différent de ceux que l'URSS a jusque-là signés avec les autres pays du Tiers Monde : il est en effet calqué sur ceux signés entre pays membres du Pacte de Varsovie. Il est fondé sur «les principes et les buts de la politique extérieure socialiste, désireux d'assurer les conditions internationales les plus propices à l'édification du socialisme et du communisme». Il confirme «le concours mutuel dans la défense et la consolidation des acquis socialistes». Il prévoit la coordination des politiques économiques (article 2), la coordination des politiques étrangères (article 5) et une collaboration militaire (article 6). De ce fait, l'URSS a un droit de regard étendu sur tout ce qui touche la politique intérieure et extérieure vietnamienne, y compris le droit d'intervenir pour y défendre les «acquis socialistes», comme l'URSS le fit en Tchécoslovaquie en 1968.

Cela permet à l'URSS de faire du Vietnam l'instrument de sa politique, d'abord en encourageant ses visées propres sur le Cambodge : en août 1978 un pont aérien était mis en place pour expédier de grandes quantités de matériel militaire au Vietnam, accompagné de 4 000 conseillers militaires. En novembre, des Mig 23 étaient livrés ; à la fin du mois de novembre, l'URSS imposait aux pays membre du Pacte de Varsovie — parmi d'autres mesures agressives toutes rejetées sur le président roumain — qu'un soutien commun soit apporté au Vietnam, étendant de facto le champ d'action du Pacte jusqu'à l'Indochine. C'est dans ces circonstances que le Vietnam déclencha le 25 décembre l'invasion du Cambodge.

L'URSS, de ce fait, peut s'assurer un contrôle plus étroit sur le Vietnam, en même temps que celui-ci étendait sa domination sur toute l'Indochine. Ainsi l'URSS pouvait-elle espérer que la puissance militaire ainsi manifestée en même temps que la volte-face opé-

rée en juillet 1978 à l'égard de l'ASEAN avec laquelle elle se montrait désormais prête à discuter, lui permettrait d'arriver à ses fins.

Or, trois facteurs vinrent se dresser sur la route de l'URSS : le peuple kampuchéen entreprit une nouvelle guerre de libération, les pays de l'ASEAN furent unanimes à dénoncer l'agression vietnamienne et recherchèrent, notamment auprès des Etats-Unis, des moyens propres à garantir leur sécurité ; enfin et surtout, les Soviétiques furent confrontés à une riposte des pays non-alignés qui imposèrent que le Kampuchéa démocratique soit représenté aux discussions des Nations Unies et non les représentants amenés dans les bagages vietnamiens qui prétendaient représenter le gouvernement fantoche. L'URSS alla jusqu'à opposer son veto à la motion des non-alignés exigeant le retrait des forces étrangères du Kampuchéa.

LES NON-ALIGNÉS ET LES PEUPLES AUX PREMIERS RANGS CONTRE L'AGRESSION SOVIETIQUE

La signature du traité soviéto-vietnamien et l'agression contre le Cambodge ont ainsi créé une situation des plus préoccupantes : elles sont l'instrument d'une tentative de domination soviétique sur l'Asie du Sud-Est qui, en confortant la position mondiale de l'URSS, lui donne des moyens accrus pour poursuivre ses ambitions d'hégémonie mondiale, qui ne se réaliseraient que si elle parvenait à s'emparer de l'Europe occidentale. La conquête de solides positions en Asie constitue à cet égard une menace des plus graves pour la paix mondiale et pour la sécurité de l'Europe. Les forces les plus déterminées à briser cette tentative se sont clairement manifestées dans la riposte à l'agression contre le Kampuchéa : les peuples qui en sont directement victimes, — le peuple du Kampuchéa comme le peuple érythréen, aujourd'hui directement confronté à l'URSS — et le mouvement des pays du Tiers Monde qui, par l'intermédiaire des non-alignés, s'est opposé avec fermeté aux menées soviétiques. C'est dans le cadre de cette résistance qu'il faut situer la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes aujourd'hui.

Conflit sino-vietnamien Nouvelles menaces d'intervention soviétique

Dans un éditorial de *La Pravda* particulièrement violent, l'organe du parti de Brejnev renouvelle les menaces d'une intervention directe, alors que des milliers de conseillers soviétiques sont déjà présents en Indochine. *La Pravda* déclare : «Si un terme n'est pas mis à l'agression de Pékin contre le Vietnam, si l'agresseur n'est pas obligé de se retirer immédiatement, la flamme de la guerre s'étendra».

Le vice-premier ministre chinois Deng Xiaoping (Teng Siao-Ping) avait répondu à l'avance en déclarant au sujet de la possibilité d'une intervention soviétique : «Nous pensons qu'ils n'entreprendront pas une action

trop importante. Mais s'ils viennent, nous n'y pouvons rien, et nous sommes préparés».

L'Agence Chine nouvelle indiquait mercredi que des soldats vietnamiens avaient attaqué la province chinoise de Kwang Si, puis avaient été repoussés après trois jours de combats. La situation semble différente selon les secteurs. Des observateurs qui se sont rendus mercredi à Cao Bang affirmaient que la situation y est calme et que les combats ont cessé dans ce secteur.

A l'ONU, une motion soutenue par de nombreux pays a demandé le retrait simultané des troupes vietnamiennes du Kampuchéa et des troupes chinoises du Vietnam. La Chine a déclaré qu'elle pourrait se rallier à une telle motion. Par contre, Moscou et Hanoi se sont isolés en soutenant une motion condamnant la Chine et ne mentionnant pas l'invasion vietnamienne du Kampuchéa.

L'EVOLUTION DU VIETNAM

1 - La victoire d'une ligne révisionniste

Dès le lendemain de la libération de Saïgon, en avril 75, et alors que l'impérialisme américain, battu dans les trois pays d'Indochine, était contraint de plier bagages, les dirigeants vietnamiens se sont consacrés à renforcer leur potentiel militaire. Ils l'ont fait en s'appuyant sur les moyens considérables acquis au cours de la guerre de libération, notamment le matériel de guerre, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, abandonné à la hâte par les Etats-Unis, et en mobilisant d'importantes ressources humaines, matérielles et financières. Le choix fait ainsi, d'une militarisation à outrance du pays alors que celui-ci devait surmonter d'énormes difficultés économiques et sociales, au sortir de la guerre, a reçu l'appui croissant de l'URSS, au fur et à mesure que les autorités de Hanoi confirmaient leur alignement sur Moscou. La position désormais adoptée vis-à-vis de l'URSS, aussi bien que l'orientation de l'ensemble de la politique du parti communiste vietnamien, sur les plans intérieur et extérieur, de 75 à 78, vont sanctionner la consolidation des positions révisionnistes au sein de ce parti, la victoire d'une ligne révisionniste.

Durant la guerre de libération et ensuite, la lutte de lignes au sein du parti communiste vietnamien s'est reflétée dans les positions adoptées à l'égard de l'URSS et de la politique du parti révisionniste soviétique. Lorsque le rapport politique adopté par le 4^e Congrès du parti vietnamien, en décembre 1976, rendant hommage à part égale à l'URSS et à la Chine, les mettant sur le même plan, appelle à restaurer la cohésion du «mouvement communiste», c'est-à-dire à réconcilier le PCUS et le PCC, il adopte formellement le même point de vue que Ho Chi Minh, dans son testament de mai 1969.

«Ayant consacré toute ma vie au service de la révolution, disait celui-ci, plus j'éprouve de fierté à voir grandir le mouvement communiste et ouvrier international, plus je souffre de la mésentente actuelle

entre les partis frères ! Je souhaite que notre Parti œuvre de toutes ses forces et contribue de façon efficace au rétablissement de l'union entre les partis frères sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, selon les exigences de la raison et du cœur. Je suis fermement convaincu que les partis frères et les pays frères s'uniront nécessairement à nouveau».

La continuité dans les propos, entre le testament d'Ho Chi Minh et le congrès de 1976, ne doit pas cacher les différences considérables qui prévalent dans la situation internationale entre ces deux moments. Ho Chi Minh disparaît à la fin des années 60, c'est-à-dire à la fin d'une période où, sans conteste, l'impérialisme américain était l'ennemi numéro un des peuples, et où le social-impérialisme

soviétique ne faisait qu'apparaître en tant que tel sur la scène mondiale. Dans cette période, la position du parti communiste vietnamien consistait à œuvrer énergiquement à la constitution et la consolidation d'un front uni mondial, le plus large possible, contre l'impérialisme américain, était donc conforme à l'intérêt des peuples et des forces révolutionnaires dans le monde. Dans ce contexte, et en relation directe avec les nécessités de la guerre de libération vietnamienne, l'unité avec l'URSS, dans les années 60, n'avait évidemment pas du tout le même sens qu'aujourd'hui. A ce moment-là c'est notamment sur l'attitude de plus ou moins grande fermeté à l'égard de l'impérialisme américain, c'est-à-dire l'acceptation ou non des conceptions de Krouchtchev concernant la «coexistence pacifique», que se mène la lutte au sein du parti communiste vietnamien*.

C'est ainsi qu'en 1963, année où s'affirmait publiquement la scission du mouvement communiste international, opérée par le parti de l'Union soviétique, s'exprimait nettement au sein du parti vietnamien la défense sur de nombreux points de positions révolutionnaires, marxistes-léninistes.

C'était le cas, par exemple, dans l'allocution de clôture du 9^e plénum du Comité central du parti vietnamien, prononcée en décembre 1963 par le premier secrétaire de ce parti, Le Duan, aujourd'hui un

des principaux artisans de l'alignement du Vietnam sur le social-impérialisme de l'URSS.

Dans cette allocution qui condamnait avec vigueur le révisionnisme moderne comme «un terrible fléau pour le mouvement révolutionnaire» (qui menaçait aussi le parti vietnamien, était-il dit), les positions de la direction soviétique étaient systématiquement condamnées. Ainsi, la position de Krouchtchev comme quoi les luttes de la classe ouvrière et des peuples devaient être subordonnées à la coexistence pacifique entre le camp socialiste et le camp impérialiste, était stigmatisée. Il en allait de même de la position de Krouchtchev selon laquelle la résolution mondiale dépendait non du développement des luttes des peuples mais seulement de la suprématie économique et militaire que le camp socialiste devait acquérir vis-à-vis du camp impérialiste. Selon cette conception, il fallait «geler» les contradictions de classe au sein des pays impérialistes et les contradictions entre ceux-ci et les peuples opprimés. C'est d'ailleurs au nom de ces conceptions révisionnistes, que le PCF, en France, jusqu'à la veille de la libération de Saïgon, s'en tenait au mot d'ordre de «Paix au Vietnam !», et agressait physiquement les militants progressistes qui manifestaient aux cris de «FNL vaincra !».

C'est, au contraire, en se dressant contre ces conceptions, malgré les pressions de l'URSS dans

les années 60, que le parti communiste vietnamien impulsa la guerre populaire, faisant du peuple vietnamien le facteur décisif de sa propre libération.

Mais en se référant explicitement au 9^e plénum du comité central de décembre 1963, et aux analyses qui avaient été formulées, pour les reprendre telles quelles, le 4^e congrès du parti communiste vietnamien, en décembre 1976, montrait que ce parti s'en tenait d'une façon rigide, à une vision tout à fait dépassée de la situation internationale. Il concluait à la nécessité de diriger toujours le fer de lance de la lutte des peuples exclusivement contre l'impérialisme américain, comme si la situation internationale n'avait pas évolué depuis 63, comme si l'impérialisme US n'avait pas depuis battu en retraite, en Indochine et ailleurs, été contraint à la défensive, tandis que le nouvel impérialisme soviétique tentait de le supplanter. Cette vision figée de la part du parti vietnamien, constituait nécessairement un point d'appui d'une évolution allant dans le sens d'un alignement sur les positions soviétiques. Cette vision des choses pouvait elle-même se nourrir de positions antérieures présentes au sein du parti vietnamien, dans les années 60, — non pas simplement l'alignement de certains sur les positions soviétiques d'alors, stigmatisées en 63 par Le Duan —, mais des positions d'appui aux initiatives «dures» de

l'URSS. C'est ainsi, rappelons-le, que l'occupation de la Tchécoslovaquie par les tanks soviétiques, en août 68, qui sanctionnait la mutation de l'URSS — pays ayant restauré le capitalisme —, en une nouvelle superpuissance, fut saluée par le parti vietnamien, comme une juste mesure de «fermeté à l'égard de l'impérialisme», de «sauvegarde du socialisme».

Cette prise de position, alors circonscrite, secondaire par rapport à l'effort héroïque du peuple vietnamien pour sa libération, s'est révélée finalement annonciatrice des approbations futures, en 75-76, de l'intervention soviéto-cubaine en Angola et dans la Corne de l'Afrique, annonciatrice de l'appui accordé ultérieurement à toutes les initiatives de l'URSS, notamment ses pressions et attaques contre le mouvement des non-alignés. On assistera ainsi, depuis 75, à un glissement très rapide de la position du Vietnam qui coïncide avec une militarisation du régime à l'intérieur et une attitude agressive et expansionniste à l'extérieur, dont l'occupation du Cambodge par les chars vietnamiens a marqué un développement décisif.

Jean-Paul GAY

Demain la suite

* Dénommé alors PTV : Parti des travailleurs du Vietnam.

MEXIQUE : LE VRAI VISAGE D'UN RÉGIME «LIBERAL»

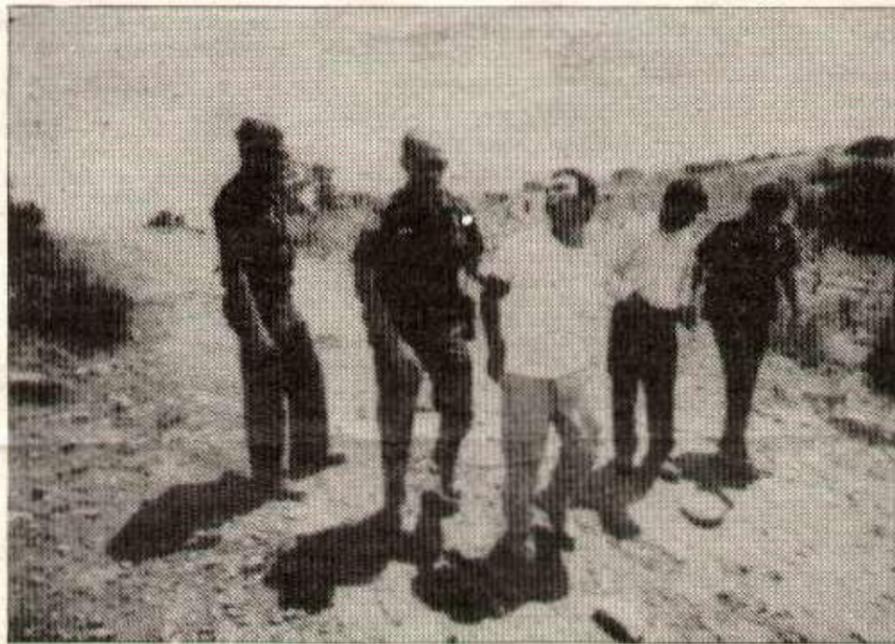
Avec la découverte récente de plus de 200 milliards de barils de pétrole, le Mexique est en train de devenir une sorte de nouvel Eldorado qui attise les convoitises impérialistes. Après la visite de Carter, celle de Giscard s'adresse à un pays qui possède à présent les plus grandes réserves pétrolières du monde, — plus que l'Arabie Saoudite — et qui a entrepris une modernisation accélérée. D'ores et déjà, la France s'est engagée à importer 5 % du pétrole mexicain, et les capitalistes de notre pays espèrent emporter des contrats aussi importants que celui de la construction du métro à Mexico, il y a quelques années.

Par ailleurs, le Mexique bénéficie d'un préjugé favorable : à la différence d'autres pays d'Amérique Latine, il s'est forgé une image de régime libéral, ayant une constitution démocratique. S'il est vrai que la constitution mexicaine prévoit des garanties juridiques importantes pour les citoyens, il faut rappeler que cette constitution est violée, que les opinions politi-

ques constituent un délit, que l'existence de syndicats de lutte de classe est interdite, que les massacres de populations indiennes continuent, que les méthodes utilisées pour réprimer la guérilla dans certains Etats n'ont rien à envier à celle de Videla en Argentine. Pour fuir la misère de leur pays, des centaines de milliers de Mexicains passent la frontière avec les Etats-Unis clandestinement, au risque d'être froidement abattus.

Le décret d'Amnistie de septembre 1978 n'a touché qu'un tiers des prisonniers politiques ; d'autre part, la Ligue Internationale des Droits de l'Homme a recensé plus de 300 disparus. Plus grave encore, la presse mexicaine, et les prisonniers politiques ont fait état des exactions d'un groupe paramilitaire qui s'intitule la «Brigade blanche», émule des escadrons de la mort brésiliens et de la triple A* Argentine.

Nous publions ci-dessous un extrait du rapport présenté en décembre 1978 par la commission d'enquête à Mexico de la Ligue Internationale



Travailleurs immigrés mexicains refoulés à la frontière américaine.

des Droits de l'Homme. Cette enquête a été menée conjointement par R.K. Goldman de l'université de Washington et Daniel Jacoby de la Cour d'Appel de Paris.

«Nos organisations ont reçu ces dernières années un flot continu d'informations inquiétantes dénonçant la détention illégale de certaines d'opposants politiques et de leurs proches par des

agents du gouvernement. Pendant notre visite dans les centres de détention de Mexico, Cuernavaca et Oaxaca, les prisonniers politiques que nous avons interrogés nous ont fourni des informations détaillées sur les conditions de leur arrestation et de leur détention.

1. En dehors de quelques cas de flagrant délit, presque tous les autres prisonniers ont été détenus sans mandat d'arrêt, contrairement

à l'article 16 de la Constitution.

2. Ces détentions ont été effectuées par la police et occasionnellement par des militaires, ne se présentant pas comme tels, en civil, portant des armes, et avec des voitures et des fourgons sans plaque minéralogique. Ces témoignages indiquent que ces opérations ont été menées de manière massive, dans les domiciles, les lieux de travail ou dans la rue.

En particulier, la grande majorité de ces prisonniers affirme avoir été détenue par une prétendue «Brigade blanche», un groupe clandestin, composé de façon assez lâche, par des agents de la Direction fédérale de sécurité, de la Police judiciaire fédérale, de la Division des recherches pour la prévention de la délinquance et des Recherches politiques et sociales dépendant du ministère de l'Intérieur.

3. Un nombre important de ces prisonniers a certifié qu'ils avaient été mis au secret dans une prison militaire clandestine au camp militaire N° 1 localisé près de Mexico, tandis que d'autres affirment avoir connu des conditions de détention semblables, c'est-à-dire en état d'incommunication totale avec l'extérieur, dans les Etats d'Oaxaca et de Guerrero».

La mission d'enquête avait identifié trois personnes appartenant à la Brigade blanche. Elle en avait informé le ministre de l'Intérieur et lui avait donné un délai de trois mois pour qu'une enquête soit faite et des sanctions prises. Au terme de ce délai, la mission avait décidé de rendre publics ces noms. Le délai est passé et le ministre de l'Intérieur n'a rien fait.

Hélène VARJAC

*Alliance anticommuniste argentine.

UNE JOURNÉE BIEN REMPLIE DES SIDÉRURGISTES DE DENAIN

Reportage de Richard FEUILLET

Valenciennes. Mercredi 28. 9 heures :

C'est en quelques minutes que les centaines de voitures se garent sur l'allée centrale du boulevard Watteau, là où il y a 15 jours à peine, près de 80 000 travailleurs s'étaient rassemblés lors de la journée «ville morte».

Dans le froid sec du petit matin, les portières claquent et les premières centaines de sidérurgistes s'élancent passant rapidement devant les bâtiments vitrés de la Voix du Nord et arrivant devant ce qui se révèle être le premier «objectif» de la matinée : la chambre syndicale de la sidérurgie du Nord de la France, place Froissart.

9 h 40. Une centaine de sidérurgistes, d'un même élan, s'engouffrent dans le vaste hall d'entrée alors qu'un nombre semblable pour l'instant reste dehors. Les larges escaliers menant au premier et au deuxième étage sont parcourus en quelques instants. Là-haut, au second, une vitre vient de voler en éclats, accompagnée cinq minutes après d'un fauteuil : ce geste soulève d'abord des protestations de la part des travailleurs massés en bas. A cause de sa violence ? Une chose est sûre : le matériel qui descend risque de s'écraser sur des véhicules qui appartiennent semble-t-il à des particuliers. «Inutile de se couper de la population» lance un travailleur qui, avec d'autres, déplace alors les voitures.

Deux minutes de silence, rien ne se passe plus et puis soudain tout va très vite : là-haut au second, une seconde vitre a éclaté, et s'est brisée, suivie d'une troisième, et d'autres sans compter celles de l'intérieur des locaux qui se fracassent sur le sol. A l'intérieur, à tous les étages tout est systématiquement détruit : les meubles sont cassés, les glaces brisées, les lavabos et les fils électriques arrachés, les lampadaires sautent. Une véritable pluie d'armoires, de fauteuils, de tables et de rideaux, tombe maintenant sans discontinuer des étages et forme un amoncellement hétéroclite. Les travailleurs qui émettaient des réserves disent, une fois l'action terminée, «c'est bien, c'est ce qu'il faut faire». L'action est approuvée sans doute parce qu'elle peut contraindre la bourgeoisie à parler de Denain. (A 11 heures, certaines radios périphériques signalaient l'action en cours). Cela s'arrête bien sûr là : une telle action ne pouvait avoir d'autres résultats d'autant plus que, renseigné par un certain syndicat, dit-on, on avait en haut lieu pris soin d'évacuer les documents importants la veille.

Les seuls documents qui volent maintenant sont du papier blanc ou à l'entête

de la Chambre. Les sidérurgistes sont ressortis de l'immeuble.

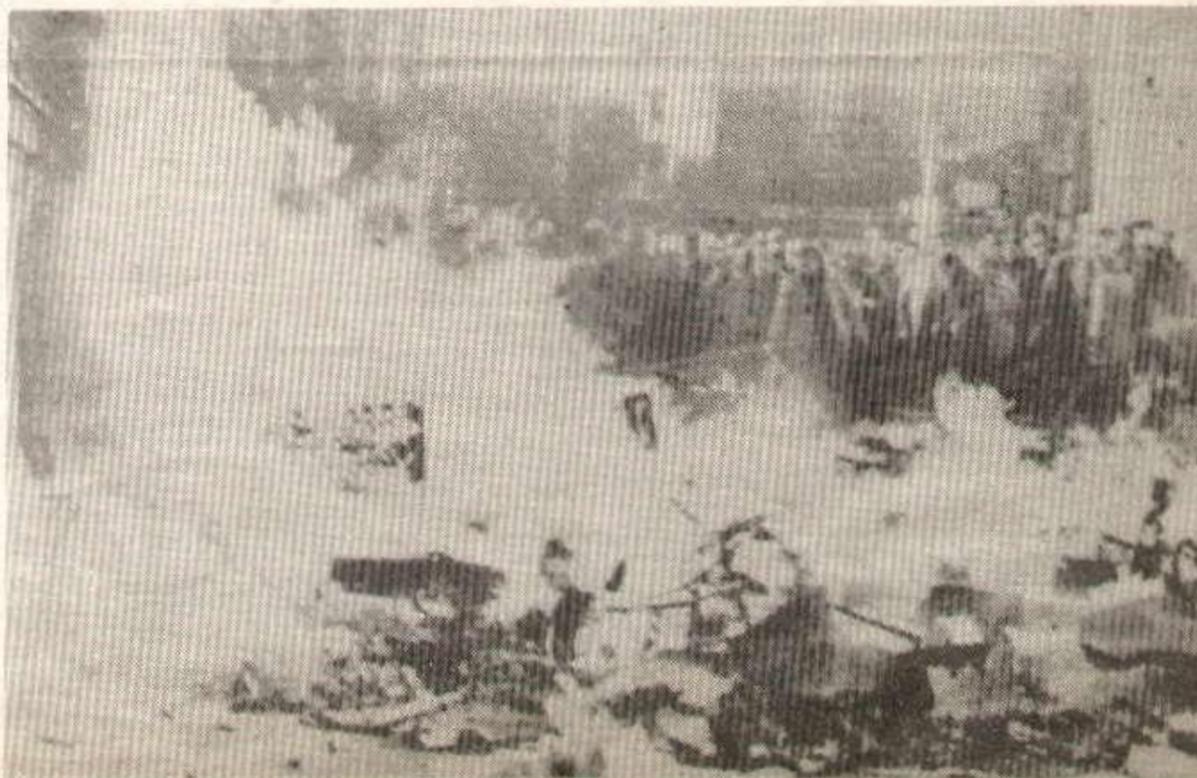
10 h 15. Les meubles sont brûlés. Une immense trainée de fumée noire s'élève. Les sidérurgistes, dont le nombre a sensiblement augmenté, scandent poing tendu face à l'immeuble «à bas le plan Davignon!».

Soudain une centaine de sidérurgistes, pour beaucoup syndiqués CGT, s'engouffrent à nouveau dans l'immeuble dévasté et finissent de jeter ce qui reste. 2 000 ouvriers, ceux des équipes du matin et de journée, sont maintenant là, arrivés à Usinor-Denain mais aussi de la Chiers-Anzin venus renforcer les rangs de leurs camarades. C'est la première fois qu'il y a réellement une action commune. Avec pour beaucoup une certaine frustration : «Et nous qu'est-ce qu'on fait ?» «On bloque la route» lance un travailleur. Une manifestation s'ébranle finalement avec à sa tête les travailleurs de la Chiers-Anzin sous une banderole intersyndicale «nous voulons vivre».

10 h 30. «Giscard - Barre assassin», «Non au plan Davignon» succèdent à «l'internationale». Alors que la tête de la manifestation tourne à droite derrière les CRS, les travailleurs situés juste après entraînent la manifestation boulevard Watteau en passant par la rue du Quesnoy où on ne voit plus qu'un immense océan de casques blancs. Le mot d'ordre «on bloque la route» semble refléter le désir de plusieurs centaines de travailleurs qui stationnent plusieurs minutes place Cardon. Mais aucun mot d'ordre n'est donné.

10 h 45. La manifestation s'engouffre alors boulevard Watteau, s'arrêtant devant le N° 41 : la direction régionale de la douane. «C'est l'Etat qui est là et c'est à lui qu'il faut s'attaquer» s'exclament des travailleurs.

On sonne, on tambourine du poing contre le lourd portail qui s'ouvre finalement : une cinquantaine



Devant le siège du patronat

de travailleurs pénètrent dans l'immeuble. La masse des ouvriers fait demi-tour, va pour rentrer puis se fige, s'arrête... au moment de la première vitre brisée.

10 h 40. Le Boulevard Watteau est bloqué : l'initiative de décharger la voiture d'un représentant en bière est désavouée par la masse des travailleurs : «laissez passer», «Ne touchons pas aux voitures, déjà que la population ne voit pas bien toutes nos actions. Et puis à quoi ça sert !» s'exclame un ouvrier.

A 11 heures les travailleurs en file indienne reprennent l'autoroute pour Denain.

14 h 45. Porte principale d'Usinor : plusieurs centaines de travailleurs de l'équipe d'après-midi, appelés eux aussi à cesser le travail sont rassemblés par petits groupes. Durant une bonne demi-heure, la proposition de l'intersyndicale de bloquer — croit-on savoir — le péage d'Ourdin va être amplement discutée : «On a déjà bloqué l'autoroute ; ça n'est même pas suffisant pour vraiment faire parler de nous, on a l'expérience» s'exclame un travailleur ; «Ça ne sert à rien, sinon à emmerder les gens de Denain» renchérit un autre. «Est-ce qu'on ne pourrait pas au contraire laisser passer les voitures gratuitement ? Ça permettrait de renforcer les liens avec la population d'une part et de gêner financièrement, à

défait des maîtres de forges, la société privée qui gère l'autoroute».

Pour ces autres travailleurs «bloquer les routes peut encore être valable si on choisit un endroit qui fasse mal aux boîtes et au commerce. Si on bloquait Paris et sa banlieue par exemple ?». «Oui, renchérit Jacques, mais est-ce que d'un autre côté cela ne risque pas de gêner considérablement les travailleurs parisiens ?».

15 heures. On en est là du débat quand un représentant de l'intersyndicale appelle les travailleurs à remonter dans les voitures pour aller à l'autoroute. Il devra répéter ses appels pendant un bon quart d'heure, dans une grande confusion, les travailleurs ne montrant pas un enthousiasme délirant. Nous partons quand même. «Il faudrait lui donner des idées au syndicat» lance un jeune travailleur CGT, le syndicat majoritaire dans l'usine : «Je l'ai déjà fait, on m'a écouté, mais sans plus à l'évidence». Il est clair qu'un certain nombre de dirigeants du syndicat CGT (ayant des responsabilités au PCF) ne sont pas spécialement désireux de répondre au désir de lutte affirmé par un nombre grandissant de sidérurgistes. Ici, ce lundi encore, la manifestation à Valenciennes décidée pourtant par l'intersyndicale était tout simplement déviée par les hauts responsables cégétistes, de peur sans doute que des

actions trop radicales ne soient menées. Les travailleurs syndiqués ou non, sont toutefois allés demander des comptes.

16 heures. Nous roulons depuis deux minutes au pas, vers le péage d'Ourdin en direction de Paris. Plusieurs dizaines de voitures disposées pour cela rendent particulièrement difficile l'envie de doubler à moins de chercher délibérément la provocation. Ce qui va arriver. Deux CRS en moto doublent sur le bas côté notre voiture de tête. Nous regardons en arrière, une immense colonne de camions remplis de CRS arrive à toute vitesse, obligeant nos voitures à se serrer en catastrophe sur la gauche. Le camion du commandant, à la tête de la colonne de CRS, accélère encore, se déporte de la droite jusqu'à l'extrême-gauche de la route, fait une queue de poisson volontaire, heurte violemment le pare-choc d'une voiture puis s'enfuit. Notre colonne s'arrête «c'est une provocation», dit un responsable CGT, «on va leur rentrer dedans aussi!» répond un collectif.

16 h 15. Le péage apparaît, la centaine de voitures effectue un demi-tour à 200 mètres, se gare sur le bas côté. Des centaines de travailleurs courent vers le péage. 5 rangs de poids lourds sont déjà bloqués sur un kilomètre. Les camions démarrent alors, fonçant sur les ouvriers. Deux sidérurgistes se mettent au milieu de la route

avec des piquets de signalisation. Mais un camion accélère, les travailleurs n'ont que le temps de plonger sur le côté. Des pierres sont jetées sur le pare-brise, ce qui l'oblige à s'arrêter 100 mètres plus loin. 200 sidérurgistes courent maintenant vers lui, alors que la pluie commence à tomber drue on laisse partir les camions. Nous sortons à Cambrai, au péage où les flics ont fait dévier la circulation lors du premier barrage de tout à l'heure. L'action est rendue de ce fait moins efficace, à l'évidence, que si le blocage des deux péages avait été fait.

17 heures. Le centre ville de Cambrai est vite investi et partiellement bloqué quelques instants, du fait de la lenteur de notre caravane. Deux inspecteurs des Renseignements généraux sont sur la grand-place, leur 4 L est aussitôt entourée par 200 sidérurgistes, les téléphones, antennes et autres ustensiles sont arrachés devant les inspecteurs, fort pâles. Leur voiture va finalement se retrouver retournée sur la chaussée rendue inutilisable.

17 h 45. Alors que les travailleurs distribuent un tract d'explication aux passants, d'autres au nombre de 200 envahissent l'hôtel des impôts «chahutant comme le matin» comme le rapportait un militant CFDT, mercredi soir. Les CRS interviendront mais il n'y aura pas d'incidents.